



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Val-d'Oise

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION
(R.C)**

**Marché à Procédure Adaptée
Articles L.2123-1 et R2123-1-3 du Code de la commande publique**

ACCORD-CADRE A BON DE COMMANDE

**Remplacement du système de contrôle d'accès et prestations de maintenances associées
sur l'un des sites de la CPAM du Val-d'Oise.
Marché n° 2025-023**

Pouvoir adjudicateur

Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Val-d'Oise
Immeuble les Marjoberts - 2, rue des Chauffours
95017 Cergy-Pontoise Cedex

**DATE ET HEURE DE CLOTURE DES CANDIDATURES :
03 Septembre 2025 A 17:30**

VISITE DE SITE PREVUE DANS LE CADRE DE CETTE CONSULTATION

Table des matières

CHAPITRE 1 – OBJET ET MODALITES DE LA CONSULTATION	4
1. ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
2. ARTICLE 2 – FORME DU MARCHE PUBLIC	4
2..1. Procédure.....	4
2..2. Mode de dévolution et nomenclature	4
2..3. Forme du marché et technique d'achat.....	4
2..4. Variantes, prestations supplémentaires éventuelles et options	4
2..5. Participation des concurrents.....	4
2..6. Lieu d'exécution des prestations	5
3. ARTICLE 3 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	5
3..1. Pièces constitutives.....	5
3..2. Modification de détail au dossier de consultation	5
4. ARTICLE 4 – RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
4..1. Mise à disposition des documents de la consultation, communications et échanges d'informations par voie électronique.....	6
4..2. Anomalies éventuelles.....	6
4..3. Demande d'informations complémentaires.....	6
CHAPITRE 2 – PRESENTATION ET EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
5. ARTICLE 5 – PRESENTATION ET EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
5..1. Pièces constitutives de la candidature	8
5..2. Pièces constitutives de l'offre.....	9
5..3. Le Document Unique de Marché Européen	9
6. ARTICLE 6 – CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES.....	9
6..1. Transmission des offres.....	9
6..2. Copie de sauvegarde (facultatif).....	10
6..3. Date limite de réception des offres	10
6..4. Délai de validité des offres	11
7. ARTICLE 7 – JUGEMENT DES OFFRES.....	11
7..1. Critères d'attribution	11
7..2. Négociation	11
8. ARTICLE 8 – DELAI DE PRODUCTION DES CERTIFICATS PAR L'ATTRIBUTAIRE	12
8..1. Attestations de régularité fiscale et sociale.....	12
8..2. Attestation d'assurance.....	12
CHAPITRE 3 – CESSION DU MARCHE EN COURS DE PERIODE CONTRACTUELLE - CLAUSES DE REEXAMEN.....	13

9. ARTICLE 9 – CESSION PAR LE TITULAIRE	13
CHAPITRE 4 – REGLEMENT DES LITIGES.....	14
10. Règlement des litiges.....	14
10..1. Règlement à l’amiable.....	14
10..2. Arbitrage.....	14
10..3. Juridiction compétente.....	14

CHAPITRE 1 – OBJET ET MODALITES DE LA CONSULTATION

1. ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent règlement organise la consultation se rapportant à l'exécution de prestations de fourniture et de remplacement du système de contrôle d'accès et des prestations de maintenances correctives et évolutives associées, sur l'un des sites de la CPAM du Val-d'Oise.

2. ARTICLE 2 – FORME DU MARCHE PUBLIC

2..1. Procédure

La consultation est passée sous la forme d'une procédure adaptée soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R2123-1-3 du Code de la commande publique.

2..2. Mode de dévolution et nomenclature

L'objet de la consultation ne donne pas lieu à allotissement compte tenu de l'impossibilité d'opérer une distinction au sein des prestations visées au CCP.

Les prestations sont classées par référence au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) :

Objet principal : 42961100 Système de contrôle des accès.

2..3. Forme du marché et technique d'achat

Le marché de services issu de la présente consultation est un accord-cadre à bons de commande sur la base des prix renseignés dans l'annexe financière et validés par l'Organisme.

2..4. Variantes, prestations supplémentaires éventuelles et options

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre du présent marché.

L'objet du marché ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

2..5. Participation des concurrents

L'offre est présentée par une seule entreprise ou par un groupement.

En cas de groupement, la forme exigée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme conjointe, il est contraint d'assurer sa transformation en groupement solidaire.

Interdictions

Il est interdit aux soumissionnaires de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

2..6. Lieu d'exécution des prestations

**Immeuble Le Béloïse
02 Boulevard de l'Oise
95000 Cergy Pontoise**

Une visite du site est prévue et obligatoire, afin que les candidats puissent répondre au mieux au besoin. Les candidats devront s'inscrire sur l'un des créneaux proposés au plus tard 24h avant le créneau choisi, en adressant une demande au représentant technique de l'Organisme, en charge de cette prestation :

Mr BERTRAND : daniel.bertrand1@assurance-maladie.fr , et en mettant en copie simultanément :

Mr DUBREUIL : frederique.dubreuil@assurance-maladie.fr et

Mr PLANCOULAINE : serge.plancoulaine@assurance-maladie.fr

Dates de visite à choisir :

- ✚ Lundi 28 Juillet 2025 à 15h00 ;
- ✚ Mercredi 30 Juillet 2025 à 15h00 ;

3. ARTICLE 3 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

3..1. Pièces constitutives

Le dossier de consultation est constitué des pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC).
- L'Acte d'Engagement (A.E) et ses annexes :
 - Annexe 01 à l'Acte d'Engagement : Bordereau de Prix Unitaire (BPU)
 - Annexe 02 à l'Acte d'Engagement : Déclaration de sous-traitance.
- Le cahier des clauses particulières (CCTP) en date du 18 Avril 2025, dont l'original conservé dans les archives de la CPAM du Val d'Oise fait seul foi,
- L'Acte Contractuel de Confidentialité,
- Le livret de sécurité du prestataire.
- Le CCAG – FCS issu de l'arrêté du 30 Mars 2021 qui n'est pas joint.

3..2. Modification de détail au dossier de consultation

La CPAM du Val d'Oise se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les concurrents doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

L'identification du candidat lors du retrait du dossier de consultation est fortement recommandée afin que puissent lui être communiquées les modifications et les précisions apportées aux documents de la consultation ainsi que les réponses aux questions éventuellement posées par d'autres candidats.

(Le candidat non identifié ne pourra intentier un recours à l'encontre de la CPAM du Val-d'Oise pour non transmission des modifications et précisions visées ci-dessus.).

4. ARTICLE 4 – RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

4.1. Mise à disposition des documents de la consultation, communications et échanges d'informations par voie électronique

Le pouvoir adjudicateur met gratuitement les documents de la consultation à disposition des opérateurs économiques sur son profil acheteur à l'adresse suivante:

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

La consultation et le téléchargement du dossier de consultation sont exclusivement possibles via le site :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Le candidat devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation, disponibles sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise> pour toute action sur ledit site.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : Zip, Pdf.

Les opérateurs économiques n'ont pas l'obligation de s'identifier pour accéder aux documents de la consultation.

Toutefois, l'identification des candidats est recommandée en indiquant leur raison sociale, le nom d'un correspondant, un numéro de téléphone ainsi qu'une adresse postale et électronique, afin qu'ils soient informés des modifications et des précisions éventuellement apportées au dossier de consultation.

Les communications et les échanges d'informations avec les candidats sont effectués exclusivement par voie électronique. A cette fin, le candidat mentionne de manière précise une adresse électronique (mail) de référence valide.

4.2. Anomalies éventuelles

Un candidat ayant retiré un dossier de consultation des entreprises est prié de signaler dans les 48 heures suivant réception de celui-ci, toutes anomalies ou pièces manquantes auprès de la CPAM du Val d'Oise.

Passé ce délai, le dossier de consultation est considéré comme complet et sans observation.

Dans l'hypothèse d'une divergence ou contradiction entre les mentions figurant dans l'Avis d'appel public à la concurrence et celles figurant dans le Règlement de la Consultation, les mentions de la publicité (modifiées le cas échéant par un avis rectificatif) primeront.

4.3. Demande d'informations complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires, les candidats ont la possibilité de **poser directement leurs questions sur la plateforme de dématérialisation via le portail <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise> au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de remise des offres.**

En vue de respecter l'égalité de traitement conformément aux principes de la Commande publique, une réponse commune sera publiée, via le profil acheteur sur le portail <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

CPAMVO/SAM/RC — Remplacement du système de contrôle d'accès et prestations de maintenances associées sur l'un des sites de la CPAM du Val-d'Oise.

publics.gouv.fr/entreprise/, à toutes les entreprises identifiées ayant retiré le dossier de consultation **au moins 4 jours avant la date limite de réception des offres.**

CHAPITRE 2 – PRESENTATION ET EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5. ARTICLE 5 – PRESENTATION ET EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Pour l'appréciation des candidatures, chaque soumissionnaire et ses sous-traitants produisent un dossier complet comprenant les documents et renseignements ci-après listés.

5.1. Pièces constitutives de la candidature

Situation juridique :

La lettre de candidature (DC1), la déclaration du candidat (DC2) ou documents équivalents ;

- Un document attestant du pouvoir de la personne habilitée à engager l'entreprise et à signer l'Acte d'Engagement;
- Une déclaration sur l'honneur justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner à un marché public ;
- L'attestation d'assurance responsabilité civile et professionnelle en cours de validité;
- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (Kbis) de moins de 3 mois.

Capacité économique et financière :

- Le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations auxquelles se réfère le marché concernant les trois dernières années,
- La déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

Références :

- Les références du soumissionnaire concernant des prestations de nature similaire, réalisées aux cours des trois dernières années en précisant la date, la nature, le montant, le lieu et les coordonnées du service acheteur ;

Capacités professionnelles et techniques :

- Une présentation du soumissionnaire comprenant au minimum la répartition des moyens humains et matériels de la société, dédiée à la prestation.
- Les certificats et/ou qualifications professionnelles (à rapporter par tout moyen).
- La démarche qualité : fournir, le cas échéant, tout certificat de qualité établi par des organismes indépendants ou tout moyen de preuve équivalent.

Si le soumissionnaire s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature, il produit pour chaque opérateur présenté les mêmes documents que ceux qui lui sont demandés. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur pour l'exécution du marché, il produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Motifs d'exclusion de la procédure de passation :

Exclusions de plein droit

- Motifs visés aux articles L2141-1 à L2141-6 du Code de la commande publique,

Exclusions à l'appréciation du Pouvoir Adjudicateur

- Motifs visés aux articles L2141-7 à L2141-12 du Code de la commande publique,

5.2. Pièces constitutives de l'offre

Un projet de marché comprenant :

- **L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes** complétés, datés, signés par la personne habilitée à engager la société et revêtus du cachet de la société ;
 - Annexe 01 à l'Acte d'Engagement : Bordereau de Prix Unitaires
 - Annexe 02 à l'Acte d'Engagement : Déclaration de sous-traitance, en cas de sous-traitance,
- **L'Acte contractuel de confidentialité** complété, signé par la personne habilitée à engager la société et revêtu du cachet de la société
- **Le mémoire technique du candidat, présentant la société et précisant** les moyens humains et matériels affectés à l'exécution de la prestation, les qualifications et certifications obtenues etc,

Les candidats ont la possibilité de télécharger les formulaires DC1, DC2 sur le site Web du Ministère des Finances : www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics. (Rubrique Les formulaires).

L'offre ne peut être prise en considération qu'à la condition formelle que la totalité des documents susvisés aient été produits au plus tard le jour de la date et heure limites de remise des offres.

Les réponses sont impérativement rédigées en français.

5.3. Le Document Unique de Marché Européen

Le Pouvoir Adjudicateur accepte que le soumissionnaire présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen. Ce document est établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne et disponible sur le site suivant :

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32016R0007&from=FR>

Un opérateur économique qui participe à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit transmettre au Pouvoir Adjudicateur à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel.

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct est transmis pour chacun des opérateurs économiques participants. A l'exception des DC1 et DC2, le candidat joint les documents mentionnés au présent article.

6. ARTICLE 6 – CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

6.1. Transmission des offres

Les soumissionnaires transmettent par voie dématérialisée leur candidature et leur offre exclusivement via le site dont l'adresse Internet est :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Ils veillent à ce que le fichier constitutif de l'offre ne contienne pas de virus (contrôle antivirus à jour). La réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de l'offre.

Pour être valable, l'offre est obligatoirement rendue dans les enveloppes électroniques fournies, permettant ainsi la signature électronique.

Le traitement des enveloppes exige que les soumissionnaires aient préalablement installé le logiciel XTender.

Toute modification apportée aux documents constituant l'offre après le dépôt de l'empreinte est strictement interdite et entraînera automatiquement le rejet de l'offre.

Une fois que le soumissionnaire a remis son dossier, il ne peut ni le retirer, ni modifier son offre.

6..2. Copie de sauvegarde (facultatif)

Si parallèlement au dépôt de l'offre dématérialisée sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>, le candidat choisit l'envoi simultané d'une « copie de sauvegarde », cette copie de sauvegarde doit parvenir au pouvoir adjudicateur en respectant scrupuleusement l'ensemble des formalités liées à son mode de transmission comme décrit ci-après.

<p>Cette copie de sauvegarde :</p> <ul style="list-style-type: none">→ Peut être transmise sur clé USB uniquement;→ Doit être placée dans un pli scellé comportant la mention « COPIE DE SAUVEGARDE – NE PAS OUVRIR » ainsi que l'intitulé de la consultation «Remplacement du système de contrôle d'accès et prestations de maintenances associées sur l'un des sites de la CPAM du Val-d'Oise», <p>→ doit être envoyée exclusivement par voie postale en recommandé avec accusé de réception, et adressé à :</p> <p style="text-align: center;">Service Achats et Marchés Secteur Juridique Assurance Maladie du Val d'Oise 95017 CERGY PONTOISE Cedex</p>
--

<p>Attention : cette copie de sauvegarde doit IMPERATIVEMENT parvenir dans les délais impartis pour la remise des offres fixés à l'article 6.3 du présent RC.</p>
--

Cette copie de sauvegarde est ouverte :

- Si un programme informatique malveillant est détecté (virus) dans le document électronique du candidat, la trace de cette malveillance étant conservée ;
- Si une candidature ou une offre transmise par voie électronique n'est pas parvenue dans les délais impartis de dépôt ou n'a pas pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans le délai stipulé ci-dessous.

6..3. Date limite de réception des offres

<p style="text-align: center;">Les plis dématérialisés devront exclusivement être déposés en ligne sur le portail https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise, avant le : 03 Septembre 2025 à 17h30</p>

L'offre ne peut faire l'objet d'une modification ni être retirée après son dépôt.

Les plis dématérialisés déposés sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise> , **au même titre que les éventuels plis contenant la copie de sauvegarde**, ne sont pas renvoyés à leurs auteurs, quelle que soit l'issue de la consultation.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit à l'issue de la procédure.

6.4. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour leur réception.

7. ARTICLE 7 – JUGEMENT DES OFFRES

7.1. Critères d'attribution

Le choix du soumissionnaire attributaire sera effectué en tenant compte de l'offre jugée économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de sélection suivants :

Libellé	Points
1. Prix renseigné sur le BPU	25
2. Valeur technique de l'offre , évaluée selon les sous-critères suivants : 2.1. Description de l'entreprise, valeurs, références et moyens humains affectés à la prestation. 2.2. Description des moyens matériels affectés mis en place pour la prestation. 2.3. Accompagnement/ Formation au démarrage 2.4. Scénario d'exécution. 2.5. Engagements sur la maintenance et support technique etc..	55
3. Délais d'exécution	15
4. Développement durable & critères sociaux 4.1. Mesures écologiques et de préservation de l'environnement. 4.2. Critères sociaux.	05
TOTAL	100

L'étude du critère « Valeur technique de l'offre » s'appuie sur les informations portées au mémoire technique du candidat.

En cas de désistement du candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse, l'offre classée en deuxième position sera retenue et ainsi de suite.

7.2. Négociation

A l'issue de l'analyse des offres, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sans négociation ou de procéder à des négociations sur les éléments de son choix avec les trois

soumissionnaires présentant les offres jugées les plus avantageuses, à condition que ces offres ne soient pas anormalement basses.

A l'issue des négociations éventuelles, l'offre économiquement la plus avantageuse au vu du classement des offres sera retenue, conformément à l'article L2152-7 du Code de la commande publique.

Cette négociation ne peut modifier substantiellement les termes du marché.

8. ARTICLE 8 – DELAI DE PRODUCTION DES CERTIFICATS PAR L'ATTRIBUTAIRE

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché produit les pièces énumérées ci-après :

8..1. Attestations de régularité fiscale et sociale

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché **ainsi que ses sous-traitants doivent impérativement fournir, dans un délai de 8 jours calendaires** à compter de la demande de la CPAM du Val d'Oise:

- Une attestation de régularité fiscale directement en ligne à partir de leur compte fiscal,
- Une attestation sociale auprès des services sociaux ou en ligne sur le site de l'URSSAF.

Le non-respect de ce délai entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire initialement retenu.

Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

8..2. Attestation d'assurance

Le soumissionnaire retenu ainsi que ses sous-traitants devront impérativement fournir, dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la réception de la demande de la CPAM du Val d'Oise, une attestation de leurs assureurs justifiant être à jour de leurs cotisations et que les garanties souscrites sont en rapport avec l'objet du marché.

Le soumissionnaire fait son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du pouvoir adjudicateur.

L'absence de production des attestations d'assurance constitue un obstacle à la notification du marché, par dérogation à l'article 9.2 du CCAG/FCS.

CHAPITRE 3 – CESSION DU MARCHE EN COURS DE PERIODE CONTRACTUELLE - CLAUSES DE REEXAMEN

9. ARTICLE 9 – CESSION PAR LE TITULAIRE

Le Titulaire s'interdit de céder tout ou partie des droits et obligations nés du présent marché à un tiers quelconque sans autorisation préalable de l'Organisme.

Le cessionnaire pressenti devra justifier de :

- Sa capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- Présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession étant subordonnée à l'autorisation prévue au présent article, l'Organisme se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire devra préciser :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- La forme, la dénomination sociale, l'adresse du siège social et l'identité des mandataires sociaux du cessionnaire ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

L'Organisme se prononcera sur l'agrément du cessionnaire à réception de la demande d'agrément, étant précisé que l'Organisme ne pourra refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans le cas où la commercialisation ou la distribution du produit objet du marché est transférée à un autre opérateur, le marché pourra être cédé et un avenant de transfert pourra être convenu avec le pouvoir adjudicateur sous réserve que le repreneur soit en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales et que celui-ci requiert les capacités professionnelles et techniques suffisantes requises pour l'exécution des prestations. Les conditions initiales de mise en concurrence ne doivent pas être remises en cause du fait de ce transfert. Le transfert ne peut notamment justifier un changement d'équipement ou de produit.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

CHAPITRE 4 – REGLEMENT DES LITIGES

10. Règlement des litiges

10..1. Règlement à l'amiable

En cas de litige portant sur la nature des prestations, l'interprétation ou l'exécution du présent marché, les parties contractantes s'engageront à privilégier le règlement amiable.

En cas de reconnaissance contradictoire du dommage, le titulaire s'engagera à remédier, dans les plus brefs délais au règlement des désordres constatés.

10..2. Arbitrage

En cas d'échec du règlement amiable, il sera possible de recourir dans un premier temps à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du code de procédure civile.

10..3. Juridiction compétente

Dans l'hypothèse où l'arbitrage ne pourrait donner lieu au règlement du litige, ce dernier peut être porté devant le Tribunal judiciaire - Cité judiciaire - 3 rue Victor Hugo - BP 50220, 95 302 CERGY PONTOISE CEDEX dans les conditions prévues aux articles 144-1, 144-2 et 144-3 du nouveau Code de procédure civile.

Dressé à Cergy, en un seul exemplaire,

Le 16 Juin 2025,

Le représentant du pouvoir adjudicateur,

La Directrice Générale,

Edwige RIVOIRE